

# 85 ans des barricades de Barcelone

## Journées décisives pour le mouvement révolutionnaire du prolétariat espagnol

*Union communiste, 10 mai 1937*

Nous démarrons cette série de publications sur l'insurrection de mai 1937 à Barcelone en relayant un article du groupe Union communiste, publié dans son journal, *L'Internationale*.

Union communiste (UC) est né en 1933 du rassemblement de groupes situés à la gauche radicale du Parti "Communiste" Français, rejoint par des membres ayant scissionné d'avec la Ligue "Communiste" trotskyste. Henry Chazé (Gaston Davoust de son vrai nom) fut un des membres de l'UC qui se rendit, avec un camarade du groupe, en Espagne durant les mois d'août et septembre 1936, afin d'établir des liaisons avec d'autres groupes ouvriers.

Dans la préface de son ouvrage "Chronique de la Révolution Espagnole", Chazé souligne lui-même les insuffisances de l'UC et indique que beaucoup des positions d'origine évoluèrent peu à peu face aux événements de l'époque (rôle de l'URSS, Front Populaire, définition du capitalisme d'État soviétique, menace de guerre, etc...).

Il y eut là notamment la compréhension fondamentale que le concept de "Parti", lié au processus d'une révolution capitaliste, devrait être rejeté par le prolétariat en comprenant que le seul moyen de l'emporter pour ce dernier est la communisation, et non pas le remplacement de l'État bourgeois par un Etat « ouvrier » ou « prolétarien ». La leçon qu'il en tire doit nécessairement continuer de nous éclairer pour les temps de tumultes sociaux qui s'ouvrent à nouveau :

*« Or, cet encadrement totalitaire, tous les pays capitalistes s'efforcent de le maintenir ou de l'atteindre, en cette période de crise profonde et durable, pour faire face aux conflits sociaux d'une part, aux conflits impérialistes d'autres part. Les « régimes forts » tendent à se multiplier, qu'ils conservent ou non une façade démocratique. Nous le savons depuis longtemps, la « démocratie bourgeoise », c'est la dictature du Capital. A l'encadrement (patronal, social, politique et policier) s'ajoute un conditionnement de plus en plus perfectionné, de l'école aux mass média et à la propagande des partis. L'intoxication est permanente. » (Henry Chazé, novembre 1978)*

Les progrès incessants de la contre-révolution à la tête de laquelle sont les staliniens et les réformistes, et le lent regroupement révolutionnaire qui s'opérait parmi les travailleurs et miliciens anarchistes et poumistes devaient conduire à un choc armé. Comme nous l'écrivions dans notre dernier numéro, la dernière crise du gouvernement de la Généralité<sup>1</sup> était l'expression de la très vive tension politique qui s'était développée. « La question du pouvoir est posée, et la solution qui interviendra aura un caractère décisif », disions-nous, et nous terminions notre article ainsi :

« Appeler la classe ouvrière à agir pour la défense de ses conquêtes menacées, il n'est pas d'autre moyen de faire reculer la contre-révolution. Céder du terrain dans l'espoir d'échapper encore quelque temps à la lutte décisive, ce serait aller à celle-ci, qui est inévitable, dans les pires conditions. »

La crise de la Généralité a duré près de trois semaines. Un nouveau gouvernement a été formé. Il serait plus exact de dire que l'ancienne combinaison gouvernementale fut reconstituée. Ainsi, apparemment, le rapport de forces ne semblait pas s'être modifié. En réalité cette solution de la crise de la Généralité constituait un nouveau recul des forces révolutionnaires.

Tout d'abord, il faut insister sur la manière dont la crise fut momentanément dénouée. Les dirigeants

de la C.N.T. se montrèrent à cette occasion de parfaits « démocrates-bourgeois » faisant confiance aux consultations poursuivies par Companys<sup>2</sup>, se satisfaisant des marchandages et conciliabules entre dirigeants et personnalités, et se gardant bien de faire appel à l'action ouvrière pour exercer une pression sur les adversaires de classe. En somme, la crise de la Généralité s'est développée et dénouée tout comme une crise ministérielle en France, malgré l'extrême tension de la situation.

Alors que le mécontentement ouvrier avait provoqué la démission des ministres anarchistes, que la colère du prolétariat contre les agissements contre-révolutionnaires commençait à se manifester violemment, les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. ne firent rien à ce moment pour recourir aux méthodes d'action directe seules capables de résoudre la question du pouvoir.

Le nouveau gouvernement de la Généralité fut constitué en pleine nuit, sans programme, sans garanties pour les organisations anarchistes elles-mêmes. Aussi, les contre-révolutionnaires staliniens et réformistes continuèrent-ils plus que jamais leurs attaques contre les anarchistes et le POUM, se livrant même aux provocations les plus abjectes. Il faut par exemple signaler l'odieuse campagne menée à l'occasion de la mort de R. Cortada, dirigeant de l'U.G.T.<sup>3</sup>.

À la veille du premier mai, l'atmosphère à Barcelone était lourde de menaces. Les incidents se multipliaient. Les militants des Jeunesses libertaires, ceux du POUM et de ses Jeunesses, ceux des groupes de la F.A.I. étaient en alerte. Andrade appelait dans « La Batalla » du dimanche 2 mai à la vigilance révolutionnaire en face du danger d'une attaque à fond contre la C.N.T., la F.A.I. et le POUM, dans un article où il mettait en relief les contradictions de la politique suivie par la C.N.T. qui tranchait avec l'instinctif regroupement se réalisant entre travailleurs anarchistes et poumistes.

Ce même numéro de « La Batalla », le dernier qui nous soit parvenu au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprend qu'un des groupes anarchistes, « Les amis de Durruti », en opposition avec les dirigeants gouvernementaux de la C.N.T., propageait les mots d'ordre suivants : « Tout le pouvoir à la classe ouvrière »,

« Tout le pouvoir économique aux syndicats », « Face à la Généralité, la junte révolutionnaire! », Cet exemple de la position d'un groupe de la F.A.I. montre qu'au sein de celle-ci et de la C.N.T., une différenciation s'est opérée et que de nombreux éléments évoluent nettement vers des positions qui se rapprochent de la position marxiste révolutionnaire. Cette fermentation révolutionnaire au sein de la C.N.T. et de la F.A.I., parmi les ouvriers et miliciens, un camarade du front d'Aragon nous en parlait récemment. Les miliciens anarchistes en viennent dans leurs réunions à se poser la question « pour prendre Huesca et Saragosse, ne serait-il pas nécessaire et urgent de prendre Barcelone<sup>4</sup> ». Et ce même camarade nous racontait les graves incidents survenus près du front pendant la crise de la Généralité.

Toute cette situation ne pouvait évidemment trouver d'issue que dans la lutte armée entre les révolutionnaires et les forces contre-révolutionnaires de Valence, de la Généralité, des staliniens et réformistes. Il apparaît que, pressé par les impérialismes, le gouvernement de Valence<sup>5</sup> a voulu accélérer le processus d'étranglement de la révolution. Il invita le gouvernement catalan à imposer le désarmement des ouvriers de Barcelone et de Catalogne. 3'000 carabiniers avec un armement moderne furent envoyés sur la frontière française pour enlever aux miliciens anarchistes le contrôle de la région de Puigcerda. Des rencontres sanglantes ont eu lieu au cours desquelles fut tué à Bellver le militant anarchiste Antonio Martin<sup>6</sup>.

À Barcelone, la lutte a commencé le 3 mai dans l'après-midi à la suite de la décision prise par Rodriguez Salas, commissaire général à l'ordre public de faire occuper le central téléphonique par les gardes d'assaut, la police et les gardes civils. Dans son édition spéciale de samedi datée du dimanche 9 mai, « Le Libertaire » donne un récit des événements auquel nous devons renvoyer nos lecteurs, car il nous est impossible de les relater dans notre modeste revue où la place est réduite. Voici cependant ce qu'écrivit « Le Temps » (8 mai) et qui résume assez bien les événements :

« Le gouvernement républicain de Valence, ayant réussi, en ce qui le concerne, à dominer, sinon à éliminer, les éléments anarchistes et à constituer une force armée régulière relativement disciplinée, a

estimé que la même politique devait être pratiquée en Catalogne. Il a donc conseillé à M. Companys et au gouvernement de la Généralité d'appliquer enfin le décret, demeuré jusque-là lettre morte, ordonnant le désarmement des extrémistes du mouvement libertaire. Les anarchistes qui ont à Barcelone la supériorité en effectifs et en armements et qui disposent de tanks et de mitrailleuses, prirent aussitôt les devants et procédèrent au désarmement individuel des gardes d'assaut. Ce fut dans ces conditions que la lutte s'engagea dans les rues, et ses premiers résultats furent que le gouvernement de la Généralité crut devoir composer avec les libertaires en abandonnant tout projet de les désarmer. C'est à ce moment que Valence décida en principe d'intervenir en prenant en main les services du maintien de l'ordre en Catalogne et en nommant le général Pozas au commandement des forces régulières de la Généralité. En même temps, le gouvernement républicain envoya des unités motorisées et donna l'ordre à trois navires de guerre de se rendre à Barcelone. »...

En ce qui concerne le reste de la Catalogne, les ouvriers révolutionnaires conduits par les militants anarchistes et poumistes se seraient emparés du pouvoir local dans certaines villes comme Gérone, Tarragona, Figueras, et probablement dans l'Aragon. Quant à ce qui s'est passé au front, on ignore encore absolument tout.

La réaction vigoureuse des ouvriers de Barcelone a tenu en échec l'offensive contre-révolutionnaire, et c'est l'intervention des dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. de ceux qui sont acquis à la collaboration avec la bourgeoisie républicaine qui a brisé le mouvement du prolétariat. Une nouvelle formation gouvernementale fut constituée en hâte et les dirigeants de la C.N.T., les ministres anarchistes du gouvernement de Valence accourus à Barcelone, ont pu prêcher le calme, l'arrêt de la grève générale déclenchée spontanément, et la reprise de la vie normale. Alors que des militants de la F.A.I. comme Domingo Ascaso, des Jeunesses libertaires comme F. Miro, se faisaient tuer à la tête des ouvriers en lutte contre les gardes d'assaut, les dirigeants collaborationnistes de la C.N.T. et de la F.A.I. trahissaient leurs compagnons et les ouvriers pour donner à la bourgeoisie catalane le temps nécessaire à l'arrivée des renforts de Valence.

Telle est la vérité sur les événements de Catalogne et ce que ne dit pas «Le Libertaire». Si douloureuse que soit cette vérité, il faut pourtant que les camarades anarchistes en France la connaissent et la comprennent. Il faut que la situation en Espagne leur apparaisse clairement, car il est nécessaire qu'ils choisissent entre les ouvriers et militants anarchistes de base qui ont pris les armes en Catalogne et les chefs anarchistes qui ont collaboré avec Caballero<sup>7</sup> et Companys pour écraser le mouvement.

Aux dernières nouvelles (Le Temps du dimanche soir 9 mai), « la vie à Barcelone reprend son rythme normal. Les banques, les cinémas et les théâtres ont rouvert leurs portes conformément au mot d'ordre donné par les organisations syndicales et le gouvernement. On a commencé de démolir les barricades élevées dans plusieurs quartiers de la ville... le lieutenant-colonel E. Torres et M. José Diaz Ceballos, fonctionnaire au ministère de l'Intérieur sont arrivés de Valence en avion et ont pris respectivement possession des postes de chef supérieur de la police de Barcelone et de commissaire général de la préfecture de police. Cinq mille gardes d'assaut, avec deux compagnies motorisées sont également arrivés de Valence par la route. Le général Pozas, nouveau chef militaire de la région catalane, a été, lui aussi, l'objet d'acclamations populaires... La presse de Barcelone est unanime à réclamer la paix intérieure et l'unité... La « Solidaridad Obrera » publie une note signée du comité régional de la C.N.T. et de la fédération locale des syndicats uniques, dans laquelle ces organisations expriment leur volonté de collaborer avec efficacité et loyauté au rétablissement total de l'ordre public en Catalogne. Elles expriment leur concours au gouvernement de la Généralité et au nouveau délégué de l'ordre public, M. E. Torres, dont, dit la note, « nous avons pu constater les excellentes dispositions dans lesquelles il est venu exercer son difficile mandat... Les journaux à tendance socialiste et ceux de l'U.G.T. tout en faisant aussi un appel chaleureux en faveur de l'unité ouvrière et se montrant partisans d'une entente cordiale avec la C.N.T., attaquent avec une certaine violence le POUM, dont quelques éléments sont accusés par ces journaux d'être les principaux responsables des journées douloureuses que Barcelone vient de vivre. Et l'on annonçait déjà des centaines d'arrestations de camarades du POUM et de la F.A.I., sans doute aussi des Jeunesses libertaires et poumistes.

Tels sont les premiers actes du gouvernement contre-révolutionnaire dont la formation serait, d'après «

Le Libertaire », conforme aux vœux des anarchistes et en quelque sorte une victoire de la C.N.T. et de la F.A.I.

En vérité, les événements qui viennent de se dérouler marquent une étape décisive de l'étranglement du mouvement révolutionnaire espagnol. Les forces contre-révolutionnaires ont accentué leur poussée et brusqué leur offensive ce qui leur a permis de disloquer le mouvement anarchiste et d'isoler les éléments révolutionnaires contraints à la lutte armée sans aucune préparation et dans des conditions d'infériorité manifeste. Cependant, malgré cette impréparation, la réaction ouvrière fut assez vive pour menacer le gouvernement de la Généralité qui aurait été battu sans l'intervention des dirigeants traîtres de la C.N.T., celle du gouvernement de Valence, et des impérialismes (arrivée de navires anglais et français à Barcelone et même d'après certaines informations, débarquement de marins français).

Après ces journées décisives, la situation est plus nette. Les révolutionnaires se trouvent momentanément battus, la classe ouvrière va être rapidement frustrée de ses conquêtes de juillet, mais elle vient d'apprendre sur qui elle peut désormais compter pour conduire ses luttes. Dans ces événements, d'après les nouvelles dont nous disposons à ce jour, il apparaît que seulement quelques groupes de la F.A.I., les Jeunesses libertaires, le POUM et ses Jeunesses, furent à la tête des ouvriers de Barcelone et de Catalogne. Il est encore prématuré de prédire ce qui va se produire au sein de la C.N.T. et de la F.A.I. après cette différenciation brutale.

Dans le camp révolutionnaire, malgré la répression impitoyable qui sera effectuée, il faut espérer qu'une maturation politique s'opérera et que se créeront les prémices de la formation d'un véritable parti révolutionnaire. Les militants communistes de gauche existant dans les rangs du POUM mettront-ils à profit les leçons des événements, c'est ce qu'il est bien hasardeux d'affirmer. Que feront d'autre part les membres de la F.A.I. et des Jeunesses libertaires qui sont pénétrés de l'apolitisme anarchiste et de toutes les illusions libertaires : autre point d'interrogation.

Nous voulons nous garder des analogies qu'aiment à faire nos camarades trotskystes qui déjà comparent les journées de mai à celles de juillet 1917 en Russie. N'oublions pas que d'une part la bourgeoisie a appris beaucoup depuis 1917 alors que le prolétariat international a été de défaites en défaites et qu'il n'a pas en Espagne le parti révolutionnaire trempé et idéologiquement armé qu'il faudrait pour préparer l'octobre espagnol.

Nous ne pouvons terminer cet article rédigé hâtivement et que nous compléterons dans notre prochain numéro, sans parler de l'attitude ignoble adoptée par les staliniens au sujet des événements de Catalogne. « Putsch hitlérien<sup>8</sup> » écrit par exemple l'Humanité en titre d'un article répugnant de Péri. Et ce triste sire, et les Cachin, Vaillant-Couturier et Cie bavent chaque jour sur ce thème. « Le Libertaire » souligne avec juste raison qu'une fois de plus « L'Humanité » se révèle comme étant le plus abject journal de toute la presse. Nous sommes d'accord avec nos camarades anarchistes pour fustiger la valetaille de Staline et de la bourgeoisie française.

« Le Populaire » a été plus prudent dans la forme, mais les articles d'A. Leroux n'ont cependant, quant au fond, rien à envier à ceux de Péri et Cachin. Comment, avec une telle presse, la classe ouvrière française pourrait-elle comprendre ce qui se passe en Catalogne ? Aussi ne faut-il pas trop s'étonner du peu d'intérêt que les ouvriers français ont manifesté au sujet des événements de Barcelone. On les gave de littérature démagogique sur l'évacuation de quelques milliers de gosses de Bilbao, et après avoir dénaturé la signification de la situation en Catalogne, on fait sur elle le silence le plus complet.

Tout cela mesure l'isolement dans lequel se trouve le mouvement révolutionnaire espagnol et le peu de possibilités qui restent pour une résistance victorieuse à l'étranglement qui s'opère.

Nous devons traiter de quelques aspects de la situation en Espagne lorsque sont survenus les événements de ces derniers jours. Nous reviendrons néanmoins sur les questions que nous voulions aborder, notamment sur la différenciation qui s'opérait depuis plusieurs mois au sein du mouvement anarchiste espagnol et qui se reflétait plus nettement dans le mouvement anarchiste international. Nous

signalons par exemple à nos lecteurs la lettre de C. Berneri à Federica Montseny dont une traduction est publiée par « La Révolution Proletarienne ». Nous voulions aussi répondre à l'article de J. Andrade (n° 153 de « La Révolution Espagnole »), article qui est un plaidoyer au sujet de l'attitude du POUM envers la C.N.T. et la F.A.I. Ce sera pour notre prochain numéro.

**Article paru le 10 mai 1937 dans le n° 28 de *L'Internationale*, organe de l'UC**

- 1 La Généralité est le gouvernement de la région semi-autonome de Catalogne. La crise de la Généralité débuta avec le départ du ministre de la Défense, Francesc Isgleas, membre de la CNT, en réponse à une série de décrets imposés par le PSUC, dans le but de dissoudre les forces armées ouvrières et les incorporer à une armée régulière sous les ordres des gouvernements de Catalogne et de Valence, tous deux sous l'emprise grandissante des staliniens.
- 2 Premier ministre dans le gouvernement de la Généralité, membre du parti de l'Esquerra (gauche républicaine catalane).
- 3 La responsabilité de l'assassinat de Cortada n'a jamais été complètement établie. Les accusations se sont néanmoins portées d'emblée sur les fractions les plus radicales du camp anarchistes, désignées sous le terme "d'incontrôlés"
- 4 Huesca et Saragosse constituèrent, avec Teruel, deux positions stratégiques du front d'Aragon passées sous contrôle des franquistes dès le début de la guerre. Barcelone, à l'arrière-front et dans la zone républicaine, constituait l'implantation des industries-clés, pour l'armement notamment, et un vivier pour les milices ouvrières.
- 5 Valence devint la capitale de l'Espagne républicaine, de novembre 1936 à octobre 1937.
- 6 Cet assassinat eut lieu dans un contexte de reprise du pouvoir aux ouvriers par le gouvernement central: envoi de forces armées républicaines à la frontière franco-espagnole, qui était sous contrôle des comités révolutionnaires, et tentatives de désarmement. Un prélude à la prise du central téléphonique de Barcelone.
- 7 Premier ministre dans le gouvernement central, membre du PSOE (gauche socialiste)
- 8 L'accusation de la fomentation d'un complot en lien avec les fascistes sera utilisée par les staliniens pour expliquer l'insurrection de Barcelone et pour liquider le POUM, rendu responsable.